

Bibliographie

Journée de restitution Égalité-Citoyenneté

24 juin 2016

Cette sélection bibliographique est issue de plusieurs bibliographies réalisées par le Réseau RECI dont est membre l'IREV.

Elle a été réalisée grâce à la base de données bibliographiques mutualisée du Réseau Ressources pour l'Égalité des Chances et l'Intégration (RECI), consultable sur : <http://biblio.reseau-reci.org>

I. Égalité - Citoyenneté

LE PORS Anicet, **La citoyenneté**, Quatrième édition mise à jour, Paris : Presses universitaires de France (Puf), 2011, 127 p. (Que sais-je).

Résumé : Au sommaire de cet ouvrage qui analyse les différentes facettes de la citoyenneté et son évolution à travers les ans : Les valeurs de la citoyenneté (une conception de l'intérêt général ; un principe d'égalité ; une exigence de responsabilité) ; L'exercice de la citoyenneté (le statut du citoyen ; le citoyen dans la cité ; le citoyen et les institutions) ; La dynamique de la citoyenneté (la crise de la citoyenneté ; les droits du citoyen et les Droits de l'homme ; la citoyenneté dans la mondialisation).

SCHNAPPER Dominique, **La démocratie providentielle. Essai sur l'égalité contemporaine**, Paris : Gallimard, 2002, 325 p.

Résumé : Dans le cadre de son séminaire à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), l'auteur poursuit une réflexion précédemment engagée sur la définition de la République et de la citoyenneté. Cette fois-ci, l'analyse porte sur les effets de la démocratisation, à savoir sur l'extension de l'idée d'égalité et sur ses effets dans tous les domaines de la vie sociale. La dynamique démocratique en question est décrite comme un effet de la présence toujours plus importante de l'État et de l'extension de l'accès aux droits politiques au plus grand nombre. Seulement, des interrogations nouvelles apparaissent lorsque des revendications de droits culturels, contenus d'habitude dans l'espace privé, jaillissent dans l'espace public. En fin de compte, c'est la remise en cause de certaines conditions nécessaires pour "faire société" qui interpelle l'auteur.

SCHNAPPER Dominique, **Qu'est-ce que la citoyenneté ?**, Paris : Gallimard, 2000, 309 p.

Résumé : Aujourd'hui à l'heure de l'Europe et des revendications des valeurs du « multiculturalisme » certains évoquent et proposent un renouvellement des contenus de la citoyenneté classique. Utilisé à divers titres le terme de citoyenneté se plie à toutes sortes d'accommodations. Aussi l'auteur, en sociologue qu'elle est, revient aux origines historiques et politiques de ce mot interprété différemment au fil des traditions, depuis l'antiquité jusqu'au temps récent de la modernité politique. Des annexes, extraits de textes de grands auteurs, accompagnent chaque chapitre.

II. Laïcité

Laïcité – Généralités – Concepts ...

BAUBEROT Jean, **Histoire de la laïcité en France**, Paris, PUF, 2010, 127 p., bibliogr. 2 p. (Que sais-je ? n° 3571)

Jean Baubérot rend compte des grands débats actuels autour de la notion de laïcité, en retraçant l'histoire de la laïcité en France de 1789 au début du XXI^e siècle. Il rappelle que les objectifs de la laïcité sont la liberté de conscience, le libre exercice des cultes et l'égalité des droits. "Confrontée aujourd'hui à la mondialisation et à la montée du communautarisme, la notion de laïcité est au cœur des grands débats actuels que cette approche historique met en perspective".

BAUBEROT Jean, **Les sept laïcités françaises. Le modèle français de laïcité n'existe pas**, Paris : Editions de la Maison des sciences de l'homme, 2015, 175 p. (Interventions)

Il n'existe pas un seul modèle français de laïcité, mais différentes représentations selon les acteurs sociaux. Ainsi, Jean Baubérot propose une cartographie de sept représentations de la laïcité : la « laïcité antireligieuse » ; la « laïcité gallicane » ; la « laïcité séparatiste stricte » ; la « laïcité séparatiste stricte » ; la « laïcité ouverte » ; la « laïcité identitaire » ; la « laïcité concordataire ».

Pour finir, Jean Baubérot expose les mutations de la laïcité depuis la fin du XIX^e siècle et propose des hypothèses sur son devenir.

FELLOUS Gérard, **La Laïcité pour tous, Tome 1. Principes juridiques fondamentaux**, Paris, L'Harmattan, 2016, 85 p.

Cet ouvrage rappelle le corpus juridique de la laïcité, en déclinant ses quatre principes juridiques fondamentaux. Le premier principe, la « Liberté de conscience, de conviction et de religion », est récurrent dans les textes français, internationaux et régionaux relatifs aux libertés fondamentales. Le deuxième principe « Egalité et non-discrimination entre citoyens » est arrimé aux instruments des Droits de l'homme. La « Séparation des religions de l'Etat », troisième principe juridique de la laïcité trouve ses racines et sa définition dans l'histoire et dans le droit interne de la France. La « Neutralité juridique de l'Etat », quatrième principe de la laïcité, vient en corollaire des précédents principes de liberté de conscience d'une part et de séparation d'autre part.

FELLOUS Gérard, **La Laïcité pour tous, Tome 2. Le corpus juridique général**, Paris : L'Harmattan, 2016, 111 p.

Les fondements juridiques de la laïcité se déclinent en un vaste régime juridique. Ce corpus se compose de lois nationales, dont la principale, fondatrice, est celle de 1905, ainsi que de réponses jurisprudentielles, données par les juridictions judiciaires et administratives. Il se compose également de textes internationaux, y compris européens, contraignants auxquels la France a souscrit. Ce corpus concerne de nombreux domaines d'application de la laïcité qui irriguent la vie de la République.

Cet ouvrage présente les lois et la jurisprudence qui encadrent la laïcité. Il détaille le statut des congrégations religieuses et des associations cultuelles, ainsi que le financement public des cultes. Il précise la mise en œuvre de la laïcité dans les services publics et le cas des agents du privé en mission de service public. Il revient sur la place centrale de l'école publique et de l'université dans l'application de la laïcité et explicite plusieurs domaines, tels que : l'enseignement du fait religieux ; le refus d'un enseignement ; l'assiduité, ou le port de signes religieux. Pour finir, il montre que la laïcité française répond aux exigences du droit international et plus particulièrement du droit européen.

FELLOUS Gérard, **La Laïcité pour tous, Tome 4. Les exceptions au droit commun**, Paris : L'Harmattan, 2016. - 113 p.

Les normes juridiques françaises de la laïcité, ont été entachées d'exceptions, au fil du temps, en quelques domaines et de plusieurs manières. Cet ouvrage présente les sept régimes culturels dérogatoires au régime constitutionnel de la laïcité, dont un en Alsace-Moselle et six pour des départements et collectivités d'Outre-mer, tels que la Martinique, la Guadeloupe, la Réunion, Mayotte et la Polynésie, ou la Guyane... Il revient également sur les mesures diplomatiques dérogatoires, telles celles découlant d'un accord avec le Vatican ; ou des avantages accordés, au fil des ans, à l'école privée ; ou même des interprétations juridiques confondant cultuel et culturel, dans le but de contourner la laïcité.

FELLOUS Gérard, **La Laïcité pour tous, Tome 5. Une construction historique, sociologique, philosophique et politique**, Paris, L'Harmattan, 2016, 99 p.

La laïcité, dans sa spécificité française, demeure le produit d'une évolution historique qui est étroitement corrélée avec l'émancipation de la France qui fut "fille aînée de l'Eglise" et avec l'émergence de la Révolution et du siècle des Lumières. Elle est également le produit de réflexions et de débats sociologiques sous plusieurs dimensions, dont celles de l'identité française ou de l'immigration. Elle est l'incarnation des principes et des philosophies contemporains qui posent maintes questions, parmi lesquelles le rôle assigné aux religions, l'apport de la laïcité aux valeurs de la République ou son rôle dans le "vivre ensemble". La dimension politique de la laïcité est également fondamentale. Pour finir cet ouvrage s'intéresse à la manière dont la laïcité se présente dans les instances internationales et dans d'autres pays.

Laïcité au quotidien : collectivités locales – fonction publique

Association des Maires de France et des Présidents d'intercommunalité (AMF), **Laïcité : le vade-mecum**, in *Bulletin de Maires de France, Hors-série*, Novembre 2015, 34 p.

L'association des maires de France a publié ce guide pratique et concret avec pour but d'aider les maires à être les premiers garants et défenseurs du principe de laïcité.

http://www.amf.asso.fr/upload/fichiers/documents/AMF_14082_VADE_MECUM.pdf

Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT), Observatoire de la Laïcité, Ministère de l'intérieur, **Les fondamentaux sur la laïcité et les collectivités territoriales**, Paris, Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT), 2015, 130 p.

Le rôle des collectivités territoriales dans la gestion des cultes et de la laïcité est "souvent méconnu" et pourtant il est majeur. Les élus locaux et les fonctionnaires territoriaux se doivent de respecter et de faire respecter la liberté religieuse et la laïcité.

Cet ouvrage réalisé par le Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT), en collaboration avec le ministère de l'Intérieur et l'Observatoire de la laïcité, comporte dix fiches techniques qui abordent les principaux sujets que les collectivités territoriales doivent gérer en lien avec le principe de laïcité.

www.cnfpt.fr/sites/default/files/livret_laicite.pdf

Collectif, **Dossier juridique — La Laïcité**, *La Gazette des Communes*, avril 2015

Inscrite dans la loi du 9 décembre 1905 relative à la séparation des Eglises et de l'Etat, la laïcité s'applique au quotidien par les collectivités. Or, son application est souvent compliquée, les collectivités étant en première ligne face aux demandes confessionnelles des administrés et des agents.

<http://www.lagazettedescommunes.com/dossiers/dossier-juridique-la-laicite>

Observatoire de la laïcité, **Laïcité et collectivités locales**, Paris, Premier ministre, juillet 2015, 9 p.

Face aux difficultés pratiques que rencontrent certains élus et agents publics, l'Observatoire de la laïcité a souhaité établir un guide rappelant les réponses, encadrées par le droit, aux cas concrets relevant du principe de laïcité dans les collectivités territoriales.

http://www.gouvernement.fr/sites/default/files/contenu/piece-jointe/2015/10/charte_laicite_et_collectivites_locales-octobre2015-v3.pdf

Laïcité au quotidien : éducation

Collectif, **L'école et les valeurs : Charlie, et après**, in *Diversité Ville-école-intégration (VEI)*, n°182, 4e trimestre 2015, 159 p.

Suite aux attentats de janvier 2015 à Paris, l'école, plus que les autres institutions, a été placée au cœur d'un dispositif mettant en avant le rassemblement autour des valeurs de la République, avec l'ambition de provoquer un changement systémique.

Ce numéro de *Diversité* propose les premiers éléments de réflexion sur les réponses apportées dans l'école dans les jours, les semaines et les mois qui ont suivi les attentats de janvier 2015. Il s'agit

d'une part, de rendre compte de ce qui s'est joué en classe, avec les élèves, dans les premières heures qui ont suivi les attentats et d'autre part, de comprendre ce que les « valeurs de la République », et les « valeurs à l'école », recouvrent exactement, et en particulier lorsque l'on évoque la question de la laïcité. Ceci met en lumière les relations que l'école entretient avec les territoires. Ce numéro pose les premiers jalons pour mieux comprendre et analyser les effets, attendus et réels, de cette année de mobilisation.

Laïcité au quotidien : entreprise

Observatoire de la laïcité, **La gestion du fait religieux dans l'entreprise privée**, Paris, Premier Ministre, juillet 2015, 7 p.

Dans le cadre de l'entreprise privée, la prise en compte de la manifestation des convictions en matière religieuse par le salarié suppose de trouver un équilibre entre cette liberté, la liberté des autres et la bonne marche de l'entreprise.

Faces aux difficultés pratiques que rencontrent certains professionnels à juger de cet équilibre, l'Observatoire de la laïcité a souhaité établir un guide rappelant les réponses, encadrées par le droit, aux cas concrets relevant du fait religieux dans le monde du travail.

http://www.gouvernement.fr/sites/default/files/contenu/piece-jointe/2015/07/gestion_religieux_entreprise_prive-juillet2015.pdf

Observatoire du Fait Religieux en Entreprise (OFRE), Institut Randstad, **Le travail, l'entreprise et la question religieuse**, 2015, 28 p.

L'Institut Randstad et l'Observatoire du Fait Religieux en Entreprise (OFRE) présentent les résultats de leur troisième étude commune sur le fait religieux en entreprise. Cette nouvelle enquête confirme non seulement l'ancrage du fait religieux dans l'entreprise, mais elle témoigne aussi de sa légère progression. Cette étude a été réalisée entre février et mars 2015 sur la base d'un questionnaire en ligne conduit auprès de 1 296 salariés exerçant pour la plupart des fonctions d'encadrement.

<http://www.grouperandstad.fr/etude-le-travail-lentreprise-et-la-question-religieuse/>

Laïcité au quotidien : religion, faits religieux

BENZINE Rachid, DELORME Christian, **La République, l'Eglise et l'Islam. Une révolution française**, Montrouge, Bayard, 2016, 189 p.

Comment "faire France ensemble" ? Comment surmonter peurs et incompréhensions à l'heure où éclatent des attentats et où des jeunes nés dans l'Hexagone sont tentés par le djihad ? En près de cinquante ans, l'islam est devenu la deuxième religion du pays. Une vraie "révolution française" ! Mais comment les musulmans de France peuvent-ils s'inscrire de manière heureuse dans une histoire où ils ne sont pas considérés comme les bienvenus ? Pour répondre à ces questions, Rachid Benzine, islamologue et enseignant, et Christian Delorme, prêtre catholique du diocèse de Lyon, forts d'un travail commun de vingt ans, donnent leurs analyses et leurs propositions. (Présentation éditeur)

Collectif, **Religion, identité et espace public : Actes de la rencontre organisée le 14 décembre 2004 à la Mairie de l'Île-Saint-Denis**, Profession Banlieue, Saint-Denis, 2006, 82 p.

Un phénomène de société récent - la visibilité du religieux dans les espaces publics, notamment dans les territoires où se concentrent des personnes en précarité et immigrées - interroge, voire inquiète l'opinion publique. Cet ouvrage rassemble les comptes rendus d'interventions de plusieurs chercheurs spécialistes de la question qui montrent que la sécularisation de la société se confirme avec paradoxalement une visibilité accrue du religieux, y compris radical. Les individus les plus fragiles trouvent dans les croyances une ressource identificatoire qu'ils ne trouvent plus forcément dans le champ politique, éducatif ou social. Ce phénomène, grossit par les médias et les événements mondiaux, renforce le racisme envers les musulmans notamment.

Haut Conseil à l'Intégration (HCI), **Les défis de l'intégration à l'école et recommandations du Haut Conseil à l'Intégration au Premier Ministre relatives à l'expression religieuse dans les espaces publics de la République**, Paris, HCI, 2011, 197 p.

Ce rapport comprend deux études distinctes : "relever les défis de l'intégration à l'école" et les recommandations du Haut Conseil à l'intégration relatives à l'expression religieuse dans les espaces publics de la République. Dans cette dernière, le HCI exprime une réflexion d'ensemble sur les rapports de la religion et de la République.

Laïcité au quotidien : santé

Observatoire de la laïcité, **Laïcité et gestion du fait religieux dans les établissements publics de santé. Guide**, février 2016, Paris, Observatoire de la laïcité, 13 p.

L'hôpital est un lieu d'accueil pour tous, où s'exprime toute la richesse du modèle social français et où la notion de service public prend le plus de sens. C'est un lieu fermé, qui prend en charge des personnes en souffrance, physique ou psychologique. Pour assurer sa mission et garantir un soin de qualité à chacun, il doit parfois s'intéresser à ce qui relève de l'intime des individus, des familles et des relations humaines. Après avoir auditionné les acteurs de terrain, l'Observatoire de la laïcité fait le constat de la nécessité de porter à la connaissance des personnels et des patients les règles qui découlent du principe de laïcité. Il constate également un besoin de formations sur les questions de laïcité et de gestion du fait religieux dans le secteur hospitalier. Face aux difficultés pratiques, l'Observatoire de la laïcité a réalisé ce guide pour rappeler les réponses, encadrées par le droit, aux cas concrets relevant du principe de laïcité dans les établissements publics de santé, tant pour les personnels que pour les usagers.

www.gouvernement.fr/sites/default/files/contenu/piece- jointe/2016/02/laicite_et_gestion_du_fait_religieux_dans_les_etablissements_publics_de_sante_1.pdf

Laïcité au quotidien : travail social

BOUZAR, Dounia, BOUZAR, Lylia, **Laïcité et égalité : pour une posture professionnelle non discriminatoire : Synthèse de la formation-action à l'attention des intervenants socio-éducatifs**, Nantes, RésOvilles, Mars 2015, 76 p., Bibliogr. 5 p.

Cet ouvrage, synthèse de la formation action conduite par Profession Banlieue, RésO Villes et Trajectoire Ressources, est le fruit d'une réflexion collective de professionnels de l'action socio-éducative, qui se sont penchés sur des situations issues de leur expérience. Il ambitionne de partager, avec des collègues ou des élus, des interrogations, des réflexions, des critères et des arguments, afin que la question de la laïcité devienne une compétence professionnelle, ne dépende pas uniquement de la subjectivité de chacun et puisse être portée et travaillée collectivement par des équipes de professionnels. Une laïcité garante de la liberté de chacun, sans discrimination de telle religion ou telle population. (Source : éditeur)

GUELAMINE Faïza dir., VERBA Daniel dir., **Interventions sociales et faits religieux : les paradoxes des logiques identitaires**, Rennes, Presses de l'École des Hautes Etudes en Santé Publique (EHESP), 2014, 249 p.

Cet ouvrage collectif fait suite au colloque de Bobigny, des 22 et 23 avril 2013, consacré aux faits religieux dans le travail social. En effet, depuis plus d'une dizaine d'années, les intervenants sociaux sont confrontés, dans l'exercice de leurs fonctions, à des problématiques religieuses émanant des usagers, mais aussi de leurs propres collègues. Une première partie de cet ouvrage rappelle les concepts philosophiques, éthiques et sociologiques au cœur du fait religieux, ainsi que sa dimension historique et anthropologique souvent ignorée ou dévoyée. La deuxième partie balaie, à travers des enquêtes de terrain le champ des différents métiers du social, les institutions dans lesquelles ils sont formés et exercent. Pour finir, la troisième partie explore la question religieuse dans des pays où elle se confond étroitement avec la question sociale.

Observatoire de la Laïcité, **Laïcité et gestion du fait religieux dans les structures socio-éducatives**, Paris, Premier Ministre, 2014, 12 p.

L'observatoire de la laïcité a souhaité établir un guide rappelant les bonnes pratiques et les réponses encadrées par le droit, aux cas concrets relevant du fait religieux dans le secteur des structures socio-

éducatives, tant pour les salariés que pour les usagers. Ceci pour éviter que le fonctionnement et le projet éducatif de ces structures ne soient perturbés ou remis en cause par des revendications à caractère religieux.

<http://www.gouvernement.fr/guide-laicite-et-gestion-du-fait-religieux-dans-les-structures-socio-educatives>

Rapports publics

ARNOULT-BRILL Edith, SIMON Gabrielle, **Le fait religieux dans l'entreprise. Avis du Conseil économique, social et environnemental**, Paris Les éditions des journaux officiels, 2013, 84 p.

Cet avis, du Conseil économique, social et environnemental (CESE) porte sur le fait religieux dans le secteur privé des entreprises, des associations et des structures agissant pour le compte des collectivités publiques. Il envisage le fait religieux dans sa globalité, c'est-à-dire en considérant toutes les religions. Le CESE, dans une première partie, rappelle la réalité de la notion de fait religieux dans l'entreprise, tant à partir des règles juridiques applicables qu'à partir des faits et des pratiques rapportés et analysés par les acteurs de terrain et différents observateurs. Dans une deuxième partie, il émet des recommandations visant à faciliter l'accès aux règles de droit en vigueur et à promouvoir de bonnes pratiques s'appuyant sur l'implication des acteurs de l'entreprise.

http://www.lecese.fr/sites/default/files/pdf/Avis/2013/2013_25_fait_religieux_entreprise.pdf

Observatoire de la laïcité, BIANCO Jean-Louis, **Rapport annuel de l'Observatoire de la laïcité 2014-2015**, Paris, Premier Ministre, 2015, 362 p.

L'Observatoire de la laïcité présente son deuxième rapport annuel depuis son installation par le Président de la République le 8 avril 2013. Il le fait dans le contexte particulier qui fait suite aux attentats des 7,8 et 9 janvier qui ont coûté la vie à des personnes en raison de leurs professions (journalistes, policiers) ou de leur religion (juive).

Il propose un nouvel état des lieux du respect du principe de laïcité, sur la base des auditions organisées avec tous les ministres concernés, l'ensemble des représentants des principaux cultes en France, des principales obédiences maçonniques, et des principaux mouvements d'éducation populaire.

D'autres actions concernant l'application du principe de laïcité sont abordées dans le rapport : élaboration de guides pratiques dans les différents secteurs, accompagnement personnalisé auprès des particuliers et des collectivités.

Outils

Agence de développement des relations interculturelles pour la citoyenneté (Adric), **Agir pour la laïcité dans un contexte de diversité culturelle : des idées reçues à une pratique citoyenne : un outil pour analyser et agir**, Paris, Adric, juin 2009, 61 p.

Guide méthodologique de la laïcité, aidant à la fois à clarifier la complexité liée à cette notion (rappels historiques, sens) et à trouver des solutions pour résoudre les conflits rencontrés dans les pratiques professionnelles. Cet outil peut être utilisé par les acteurs sociaux et les élus locaux, entre autres. Des exemples concrets, issus d'expériences de terrain, illustrent les parties théoriques, donnant des réponses ou l'idée de solutions possibles. Les champs d'action concernés sont le travail, l'enseignement, l'accueil et l'accompagnement des publics, la santé, les quartiers, les relations avec les collectivités locales.

BOUZAR Dounia, **Laïcité mode d'emploi. Cadre légal et solutions pratiques : 42 études de cas**, Paris, Eyrolles, octobre 2010, 175 p.

"La laïcité est un système juridique instauré pour que les français puissent tous ensemble avoir un destin commun, avec leurs identités multiples, variées, qui peuvent d'ailleurs évoluer". Au travers de 42 études de cas sur l'application de la laïcité, Dounia Bouzar fait le point sur la loi française et les différentes jurisprudences, dans le secteur public et le secteur privé : à l'école, à l'hôpital, à la cantine, au centre de loisirs, à la piscine, à la mairie, au travail. Surtout, elle donne des solutions concrètes pour aider à s'orienter, en répondant aux questions suivantes : Sur quels critères objectifs se baser pour répondre à une demande ? Comment communiquer sur ce sujet ? Comment concilier libertés individuelles et vivre ensemble ?

Sitographie

Assemblée Nationale

Textes de références législatifs et réglementaires...

<http://www.assemblee-nationale.fr/12/dossiers/laicite.asp#avoir>

Ceméa, Les Francas, Ligue de l'enseignement

La laïcité à l'usage des éducateurs

<http://www.laicite-educateurs.org/>

La Documentation française

Dossier "La laïcité : débats 100 ans après la loi de 1905"

<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/laicite/index.shtml>

Ligue de l'Enseignement - **Commission Islam et Laïcité**

<http://www.islamlaicite.org/>

Observatoire de la laïcité

<http://www.gouvernement.fr/observatoire-de-la-laicite>

Observatoire des Religions et de la Laïcité (Bruxelles)

<http://www.o-re-la.org/>

Le Sceren/CNDP

Dossier "Laïcité, valeur de l'école républicaine"

<http://www2.cndp.fr/laicite/presentation.htm>

Sénat - **Dossier d'information "Laïcité : les débats au Sénat"**

<http://www.senat.fr/dossier-legislatif/pjl03-209.html>

Blog de Jean BAUBEROT

<http://blogs.mediapart.fr/blog/jean-bauberot>

Groupe sociétés, religions et laïcités

<http://www.gsrl.cnrs.fr/>

Lutte contre les discriminations dans les contrats de ville

- Lutte contre les discriminations et politique de la ville

BEAUCHEMIN Cris (dir.), HAMEL Christelle (dir.), SIMON Patrick (dir.), HERAN François (Préfacer), **Trajectoires et origines : enquête sur la diversité des populations en France**, Paris : Ined éditions, 2015, 622 p., (Grandes enquêtes).

Résumé : Cet ouvrage présente les résultats de l'enquête Trajectoires et Origines (TeO) réalisée auprès de 22000 personnes afin d'avoir des connaissances statistiques de la situation des populations liées à l'immigration, sur la diversité des populations en France, et sur les discriminations. Un des apports majeurs de cet ouvrage est qu'il combine l'approche objective et subjective de la discrimination en étudiant pour la première fois l'expérience du racisme subi. Les contributions sont organisées autour de cinq parties : diversité des origines et des trajectoires ; l'accès aux ressources scolaires, sociales et professionnelles ; les dynamiques familiales ; discrimination et racisme : la prise en compte des perceptions ; questions d'identités.

BRINBAUM Yaël, GUEGNARD Christine, **Effets du lieu de résidence en ZUS sur les parcours et le sentiment de discrimination des jeunes issus de l'immigration**, Dijon, Institut de Recherche sur l'Education, mai 2015, 13 p. (Les Documents de Travail de l'IREDU 2015/3)

[http://iredu.u-](http://iredu.u-bourgogne.fr/images/stories/Documents/Publications_iredu/documents_travail_iredu/DT_2015-3.pdf)

[bourgogne.fr/images/stories/Documents/Publications_iredu/documents_travail_iredu/DT_2015-3.pdf](http://iredu.u-bourgogne.fr/images/stories/Documents/Publications_iredu/documents_travail_iredu/DT_2015-3.pdf)

CGET, **Combattre les inégalités femmes-hommes dans les territoires fragiles**, in *En Bref* n°6, octobre 2015, 4 p.

Résumé : Dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville et les espaces très peu denses, l'accès des femmes à l'emploi reste difficile. C'est pourquoi le Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET) a fait de l'égalité femmes-hommes une priorité transversale notamment en matière d'éducation, de formation et d'emploi. Ce numéro d'En Bref permet de prendre la mesure des inégalités femmes-hommes et présente les moyens mobilisables par les différents acteurs, publics et privés, pour mieux les combattre. (Source : éditeur)

<http://www.cget.gouv.fr/sites/default/files/pdf/actualite/464/bref-06-cget-10-2015.pdf>

CGET, **Guide méthodologique et cas pratiques : Prévention et lutte contre les discriminations dans les contrats de ville**, 2015, 165 p.

Résumé : La lutte contre les discriminations constitue un des axes des contrats de ville pour combattre les inégalités. Ce guide propose des clés pour l'évaluation des actions de prévention et de lutte contre les discriminations liées à l'origine et des actions d'accès aux droits. La deuxième partie de l'ouvrage présente des actions concrètes. Il est le fruit d'une collaboration entre les services de l'État, les Directions régionales de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale, du Défenseur des droits et des partenaires associatifs.

http://www.cget.gouv.fr/sites/cget.gouv.fr/files/atoms/files/cget_discriminations_pap.pdf

CR DSU, **Déclarer n'est pas lutter : contre les discriminations, place à l'action !** in *Les cahiers du Développement Social Urbain*, n° 61, Premier semestre 2015.

Résumé : La loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014 fait de la lutte contre les discriminations l'un des objectifs prioritaires que doit viser la politique de la ville.

L'objectif de ce numéro est d'apporter un outillage aux acteurs de la politique de la ville sur les principes d'égalité et de non-discrimination. Il vise plus précisément à décrypter les réalités et les enjeux, à présenter des expériences en Rhône-Alpes en matière de prévention et de lutte contre les discriminations, à identifier les points de blocage et les leviers dans la mise en œuvre des actions, et à créer du débat autour de ces questions.

CREDOC, BIGOT Régis, HOIBIAN Sandra, MÜLLER Jörg, **Evolution du regard sur les quartiers «sensibles» et les discriminations entre 2009 et 2014**, Paris, Crédoc, avril 2015

Résumé : Ce document présente les résultats d'une partie de l'enquête « Conditions de vie et les aspirations des Français » du CREDOC début 2014. A la demande de l'ACSE, des questions ont été insérées dans l'enquête. Ces questions peuvent être comparées aux résultats d'une enquête réalisée en 2009. Le présent rapport présente trois thèmes : Les préoccupations de l'opinion publique vis-à-vis

de plusieurs questions sociétales : la pauvreté, l'insécurité, les quartiers « sensibles », l'intégration des immigrés en France, etc, le regard porté sur les quartiers dits « sensibles » et l'état de l'opinion vis-à-vis des discriminations. En 2014, 78% de nos concitoyens se disent préoccupés par ce sujet. Dans le même temps, le regard que portent nos concitoyens sur les quartiers sensibles s'est durci et enfin 85% des français se préoccupent du problème des discriminations.

<http://www.credoc.fr/pdf/Rapp/R322.pdf>

Le Défenseur des droits, **Prévenir les discriminations et garantir l'égalité ? Gestion des ressources humaines dans les collectivités territoriales – Méthode d'autoévaluation**, 2013, 30 p.

Résumé : Ce guide s'adresse aux employeurs publics plus particulièrement aux élus et techniciens et partenaires (centre de gestion, CNFPT...) investis dans le processus décisionnel. Il est construit comme un outil d'autoévaluation des pratiques et dispositifs mis en œuvre par les collectivités. Il leur permet d'évaluer l'état d'avancement de leurs politiques de gestion des ressources humaines (recrutement, gestion des carrières et rémunérations) afin de faire évoluer leurs pratiques vers une égalité effective dans leurs recrutements et la carrière de leurs agents.

http://www.defenseurdesdroits.fr/sites/default/files/atoms/files/ddd_gui_20130101_discriminations_rh_ct.pdf

Le Défenseur des droits, L'Organisation internationale du travail pour la France, **Baromètre de la perception des discriminations au travail : regard croisé salariés du privé et agents de la fonction publique**, Paris, CSA, janvier 2012, 58 p.

http://www.defenseurdesdroits.fr/sites/default/files/upload/barometre_oit_-_etude_-_discriminations_a_lemploi.pdf

DOYTCHEVA Milena, **Une discrimination positive à la française ? Ethnicité et territoire dans les politiques de la ville**, Paris, La Découverte, septembre 2007, 228 p. (Alternatives sociales)

Résumé : Cet ouvrage traite de la discrimination positive dans les espaces ainsi que la lutte contre la discrimination et le soutien des organismes publics. A travers cette enquête de terrain socio-historique sur une période de vingt ans, l'auteur nous montre comment les politiques de la ville ont créé des zones sensibles dans notre pays. Ce qui a donné naissance à la discrimination positive territoriale. La nécessité de reconnaître la diversité de la société demande un comportement différent de l'État. Il faut gérer l'ethnicité et le territoire. L'Etat avec ce concept récent peut garder alors sa neutralité et préserver son principe républicain.

DOYTCHEVA Milena, **Le multiculturalisme**, Paris, La Découverte, 2005, 128 p. (Repères)

Résumé : "Sous des formes et à des échelles différentes, on observe aujourd'hui le développement de phénomènes d'affirmation identitaire, de demandes de reconnaissance des identités culturelles". C'est en partant de cette observation que l'auteure dresse une synthèse de la notion de multiculturalisme. Elle revient sur l'histoire de ce concept et sur ses formes dans divers pays avant de tenter une explication plus générale en lien avec la mondialisation.

Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes (HCEfh), **Rapport n°2014-06-19 - EGALiTER "Combattre maintenant les inégalités sexuées, sociales et territoriales dans les quartiers de la politique de la ville et les territoires ruraux fragilisés"**, Paris, HCEfh, 2014, p. 286.

Résumé : Le Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes (HCEfh) a remis en juin 2014 un rapport "Combattre maintenant les inégalités sexuées, sociales et territoriales dans les quartiers de la politique de la ville et les territoires ruraux fragilisés" à Mme la ministre des droits des femmes, de la jeunesse et des sports. Le rapport revient sur le fait que les femmes en situation de précarité sont les premières confrontées aux difficultés rencontrées dans les territoires politique de la ville et ruraux fragilisés. Il propose des outils pratiques pour les acteurs et actrices et formule des recommandations à partir de trois priorités : emploi des femmes, espace public, citoyenneté et violences et accès aux droits et aux services. Le rapport propose une démarche globale dite EGALiTER pour faciliter l'élaboration et la mise en œuvre de politique d'égalité. Elle repose sur six piliers : le portage politique, la formation des acteurs et actrices, le ciblage des crédits en direction des femmes, la garantie de déclinaison territoriales, de coordination et d'animation de la démarche, l'innovation sociale et l'expérimentation dans les territoires et l'évaluation.

http://haut-conseil-egalite.gouv.fr/IMG/pdf/haut-conseil-egalite.gouv.frimgpdfhcefh_rap_egaliter_vf.pdf

Institut Montaigne, **Dix ans de politiques de diversité : quel bilan?** Paris, Institut Montaigne, 2014, 112 p.

http://www.institutmontaigne.org/res/files/publications/rapport_politique%20de_diversit%C3%A9_institut_montaigne.pdf

Réseau Ressources pour l'égalité des chances et l'intégration (RECI), **La prévention et la lutte contre les discriminations dans les contrats de ville**, juin 2015, 12 p.

Résumé : Le Réseau RECI propose, par le biais de cette note, des apports méthodologiques visant la prise en compte de la dimension prévention et lutte contre les discriminations dans les nouveaux contrats de ville. En effet, depuis 2006, le Réseau RECI effectue un travail de capitalisation des expériences de collectivités engagées dans la prévention et la lutte contre les discriminations. Cette note s'inscrit dans le prolongement de ces travaux à des fins d'outillage des contrats de ville 2015 – 2020.

<http://reseau-reci.org/la-prevention-et-la-lutte-contre-les-discriminations-dans-les-contrats-de-ville/>

- **Des territoires en action(s)**

CR DSU, **Lutte contre les discriminations : Quelles conditions de réussite pour la conduite d'une démarche locale ? Synthèse des ateliers permanents octobre 2007-mars 2008**, in *Les échos... des ateliers permanents du CR DSU*, n° 3, septembre 2008, 19 p.

Résumé : Le Centre de ressources a réuni des acteurs de Politique de la ville pour travailler la question : "Comment impulser et conduire un programme d'action local en matière de prévention et de lutte contre les discriminations ?". 6 ateliers d'échanges des pratiques ont permis d'aboutir à une grille de références de base pour la réussite d'un projet local. Le cheminement est passé de quelques définitions et rappels historiques de la discrimination, à la comparaison des modèles français évoluant de l'intégration à la discrimination positive, avec le modèle d'égalité stricto sensu, ainsi que par des jeux de rôles pour mieux comprendre les enjeux de négociation pour la mise en place d'une politique locale dans ce domaine.

http://www.crdsu.org/c_9_25_Publication_641_1_Lutte_contre_les_discriminations_Quelles_conditions_de_reussite_pour_la_conduite_d_une_demarche_locale_.html

Ville de Paris, **Mieux comprendre les discriminations par les pratiques - actes du séminaire «référentiel qualité » - 14 février 2013**

<http://www.paris19contrelesdiscriminations.fr/wp-content/uploads/2014/02/LCDE-actes-referentiel-qualite-2013.pdf>

Pour aller plus loin :

- **Lutte contre les discriminations – généralités**

BENBASSA Esther, LECERF Jean-René, **Rapport d'information relatif à la lutte contre les discriminations**, Paris, sénat, novembre 2014

Résumé : Ce rapport d'information pointe les problématiques relatives aux discriminations ethniques, raciales et religieuses. Les nombreuses auditions ont permis aux auteurs de dresser un état des lieux de l'arsenal juridique mobilisable en matière de lutte contre les discriminations. Ce constat et l'analyse qui en découle ont conduit les auteurs à faire plusieurs propositions autour de trois axes : mieux mesurer les discriminations en proposant d'introduire une fois tous les cinq ans, dans le recensement, une question sur le pays de naissance des ascendants et la nationalité antérieure ; conforter le cadre juridique en revenant sur les difficultés de la mobilisation du droit par les victimes ; améliorer la

communication et l'information par le biais de la formation des acteurs, d'une meilleure connaissance du Défenseur des droits ou encore de l'enseignement laïc du fait religieux dans la scolarité.
<http://www.senat.fr/rap/r14-094/r14-0941.pdf>

BIHR Alain dir., PFEFFERKORN Roland dir., **Dictionnaire des inégalités**, Paris, Armand Colin, 2014

Collectif. **Rapport annuel sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans la fonction publique – Edition 2014**, Direction Générale de l'administration et de la fonction publique (DGAFP), septembre 2014, 292 p.
http://www.fonction-publique.gouv.fr/files/files/publications/rapport_annuel/RA-egalite-2014.pdf

Le Défenseur des droits, **Bilan annuel d'activité 2014**, Le Défenseur des droits, janv. 2015, 200 p.
Résumé : Le rapport d'activité 2014 du Défenseur des droits déclare que l'institution a reçu plus de 100 000 demandes d'intervention ou de conseils dont 73 463 dossiers de réclamations représentant près de 85 000 réclamants et 39 130 appels.
Dans le domaine de la lutte contre les discriminations, le Défenseur des droits a reçu 4535 réclamations soit une hausse de 23,46% par rapport à 2013.
La deuxième partie du rapport est consacrée aux actions de promotion de l'égalité, entendue comme une mission qui contribue à l'effectivité des droits et l'accès aux droits. Son action tend à faire évoluer les représentations et les pratiques en commandant des enquêtes ou études. Le bilan d'activité rapporte également son intervention auprès du gouvernement en termes de préconisation sur des évolutions législatives et réglementaires.
Pour finir, il fait état de son réseau de délégués, véritable réseau de proximité développé sur toute la France.

Le Défenseur des droits, l'Organisation internationale du travail pour la France, **Baromètre de la perception des discriminations dans l'emploi : enquête auprès des demandeurs d'emploi**, Paris, IFOP, 13 février 2015, 32 p.
http://www.ifop.com/media/poll/2939-1-study_file.pdf

DOYTCHEVA Milena, **Politiques de la diversité. Sociologie des discriminations et des politiques antidiscriminatoires au travail**, Peter Lang, 2015, 196 p.
Résumé : Cet ouvrage prend appui sur plusieurs enquêtes conduites dans le champ des politiques de lutte contre les discriminations et de diversité au travail, depuis le début des années 2000, dans le contexte français en particulier. Mettant en perspective les politiques françaises avec les travaux européens et les démarches pionnières de firmes étatsuniennes et canadiennes, il propose une analyse critique des démarches des acteurs économiques et politiques français autour de deux hypothèses : l'articulation insuffisante des approches entrepreneuriales de la diversité aux perspectives antidiscriminatoires sous-jacentes, d'une part ; le flou et les incertitudes propres à la notion même de diversité, au contenu de plus en plus polysémique, d'autre part. Des tendances qui favorisent ainsi dans le contexte français la réémergence d'une situation historique, analysée dans l'ouvrage, que marquent l'évitement et l'occultation des catégories d'ethnicité et de « race ».
Se dessinent ainsi les contours d'une diversité sélective ou d'une bonne diversité au travail qui prend en charge certaines formes d'inégalités et de discriminations, mais pas toutes, au risque y compris de recouper des situations et des logiques discriminatoires. (résumé éditeur)

DURPAIRE François, MABILON-BONFILS Béatrice, **Fatima moins bien notée que Marianne. Pour une laïcité d'inclusion**, Éditions de l'Aube, 2016, 144 p.

Résumé :

Fatima moins bien notée que Marianne pour un devoir équivalent, Issam et Kader plus punis que Mathieu pour un même comportement, des écoles publiques qui concentrent 90 % -d'enfants musulmans quand d'autres n'en comptent aucun, des manuels scolaires qui réduisent l'islam à l'islamisme... Il ne s'agit pas là d'impressions jetées en pâture au débat polémique, mais du résultat d'années d'enquêtes et de recherches -scientifiques.

Cette réalité a des conséquences. En janvier 2015, les -réactions de certains élèves lors de la minute de silence en hommage aux victimes des attentats contre Charlie Hebdo questionnent sur le degré d'adhésion à notre République. Les attaques du 13-novembre 2015 interrogent sur le ressenti de jeunes radicalisés qui ont fait leur scolarité au sein du système éducatif français.

François Durpaire et Béatrice -Mabilon-Bonfils n'en sont pas -restés au simple constat. Ils -proposent une « laïcité d'inclusion » en mesure de faire de l'école une arme puissante -d'intégration, meilleur rempart contre les haines. (résumé éditeur)

FRANCK Cécile, HAMMAN Philippe, **Quelles mise en œuvre de la directive européenne contre les discriminations raciales ? Une comparaison France, Espagne, Royaume-Uni, Belgique, De Boeck Supérieur, 2014, 283 p. (Ouvertures sociologiques)**

Institut Montaigne, **Discriminations religieuses à l'embauche : une réalité**, Paris, Institut Montaigne, 2015, 142 p.
http://www.institutmontaigne.org/res/files/publications/rapport_politique%20de_diversit%C3%A9_institut_montaigne.pdf

III. Politique de la ville – généralités

AVENEL Cyprien, **La Politique de la Ville en quête de réforme**, Article publié dans lavedesidees.fr, le 7 mai 2013
http://www.lavedesidees.fr/IMG/pdf/20130507_la_politique_de_la_ville_en_quete_de_reforme.pdf

Collectif, **Questions à la politique de la ville**, in *Urbanisme*, n° 380, septembre-octobre 2011, 98 p.
Résumé : La revue *Urbanisme* consacre un dossier spécial consacré à la politique de la ville, à l'occasion des 30 ans de cette politique. Conçu en partenariat avec le Secrétariat général à la Ville, ce dossier revient sur en premier lieu sur l'histoire de cette politique (table ronde avec Hervé Masurel, secrétaire général à la Ville, Daniel Béhar, Sylvie Harburger, Thibault Tellier). Les directeurs des agences nationales, ACSE et ANRU, dont la création a bouleversé les modes d'intervention font le point sur leurs activités et perspectives notamment de coopération. La gouvernance de la politique de la ville est également largement abordée dans ce dossier, à travers les contributions de Cyprien Avenel (sociologue, auteur de travaux récents pour l'ODAS), de François-Xavier Roussel qui pointe les convergences des conclusions de nombreux rapports consacrés à la politique de la ville et propose une synthèse du rapport des députés Goulard-Pupponi, de Michel Didier qui présente le dispositif des délégués du préfet, et de Noémie Houard qui interroge les contradictions des politiques publiques dans leurs effets sur le peuplement des quartiers. Le diagnostic et l'évaluation sont également abordés à travers les travaux de l'ONZUS et les techniques de l'information géographique. Les contributions d'experts français et étrangers apportent des éléments de comparaisons internationales (politiques de rénovation urbaine dans 8 villes européennes, politique de la ville en Grande-Bretagne et en France, politique européenne sur le développement urbain et les quartiers défavorisés). Enfin, dans un contre-point critique, Thomas Kirsbaum met en parallèle la politique de la ville française et le développement communautaire nord-américain.
http://www.ville.gouv.fr/IMG/pdf/Urbanisme_politique_de_la_Ville.pdf

Ministère de l'égalité des territoires et du logement, Ministère délégué à la ville, **Loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ; NOR : VILX1315170**. Version commentée de la loi : http://www.ville.gouv.fr/IMG/pdf/loi_commentee.pdf

IV. Quelques sites ressources

Commissariat Général à l'égalité des territoires (CGET)
<http://cget.gouv.fr/>

Ministère de la Ville
<http://www.ville.gouv.fr/>

Le Défenseur des droits
<http://www.defenseurdesdroits.fr/>

Sur ce site vous trouverez un certain nombre d'outils réalisés par le Défenseur des droits : dépliants, fiches thématiques, guides... Un moteur de recherche permet de trouver des outils selon leur thématique.

Par exemple :

- Dépliant « **Combattre les discriminations** ». Octobre 2015
<http://www.defenseurdesdroits.fr/fr/publications/depliants/combattre-les-discriminations>
- Fiche thématique « **Égalité femmes-hommes** ». Décembre 2012, 6 p. :
http://www.defenseurdesdroits.fr/sites/default/files/atoms/files/ddd_fic_egalite_femmes_homm es.pdf
- Fiche thématique « **Déconstruction des stéréotypes et préjugés** ». Décembre 2012, 5 p. :
<http://www.defenseurdesdroits.fr/fr/publications/fiches-thematiques/deconstruction-des-stereotypes-et-prejuges>
- **Guide pour une évaluation non discriminante des emplois à prédominance féminine**. Mars 2013, 132 p. : <http://www.defenseurdesdroits.fr/fr/publications/guides/guide-pour-une-evaluation-non-discriminante-des-emplois-predominance-feminine>
- **Guide Gestion des ressources humaines dans les collectivités territoriales : Prévenir les discriminations et garantir l'égalité ?** Janvier 2013, 29 p. :
<http://www.defenseurdesdroits.fr/fr/publications/guides/gestion-des-ressources-humaines-dans-les-collectivites-territoriales-prevenir>

INSET de Dunkerque, La lutte contre les discriminations dans les contrats de ville (pearltrees). Novembre 2015.

<http://www.pearltrees.com/insetdunkerque/lutte-discriminations-contrats/id15066219>

Plateforme Égalité contre le Racisme

<http://www.egalitecontreracisme.fr/>

Ministère de la ville, de la jeunesse et des sports - « Tout sur l'élaboration des contrats de ville »

http://www.ville.gouv.fr/?tout-sur-l-elaboration-des_437

Les sites internet des structures membres du Réseau des Centres de ressources politique de la ville : <http://i.ville.gouv.fr/index.php/acteurs/2>

Panorama de presse de la politique de la ville : réalisé par le Réseau national des centres de ressources politique de la ville

<http://www.scoop.it/t/actu-politiquedelaville>

Réseau Ressources pour l'Égalité des Chances et l'Intégration (RECI)

<http://www.reseau-reci.org>

Panorama de presse du réseau RECI

<http://www.scoop.it/t/immigration-integration-lutte-contre-les-discriminations>

Le site Stop Discrimination du Ministère de la Justice

<http://stop-discrimination.gouv.fr/>

Le site de l'initiative « Ensemble on fait quoi ? »

<http://www.ensembleonfaitquoi.fr/>

V. À l'IREV : un centre de documentation à votre disposition

Il est ouvert au public et compte près de 6000 références documentaires, consultables sur place sur rendez-vous (possibilités d'emprunt).

Contact : Hélène GUITER, chargée d'information documentation, h.guiter@irev.fr